


Informations de base	
<p><b>2016/0367(NLE)</b> NLE - Procédures non législatives</p> <p>Accord-cadre UE/Australie</p> <p>Voir aussi <a href="#">2017/2227(INI)</a></p> <p><b>Subject</b></p> <p>6.20.03 Accords et relations commerciales et économiques bilatérales 6.40.11 Relations avec les pays industrialisés</p> <p><b>Zone géographique</b></p> <p>Australie</p>	Procédure terminée

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>AFET</b> Affaires étrangères		MILLÁN MON Francisco José (PPE)	05/10/2017
			Rapporteur(e) fictif/fictive ASSIS Francisco (S&D) TANNOCK Timothy Charles Ayrton (ECR) VAJGL Ivo (ALDE) SOLÉ Jordi (Verts/ALE) CASTALDO Fabio Massimo (EFDD)	
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>INTA</b> Commerce international		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne				

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
28/11/2016	Document préparatoire	JOIN(2016)0051	Résumé
06/01/2017	Publication de la proposition législative	15467/2016	Résumé
05/10/2017	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
20/03/2018	Vote en commission		

26/03/2018	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A8-0110/2018</a>	<a href="#">Résumé</a>
17/04/2018	Débat en plénière	<a href="#">CRE link</a>	
18/04/2018	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0108/2018</a>	<a href="#">Résumé</a>
18/04/2018	Résultat du vote au parlement		
20/09/2022	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
03/10/2022	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2016/0367(NLE)
<b>Type de procédure</b>	NLE - Procédures non législatives
<b>Sous-type de procédure</b>	Approbation du Parlement
	Voir aussi <a href="#">2017/2227(INI)</a>
<b>Base juridique</b>	Traité sur l'Union européenne TEU 37 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 207 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 212 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p8-a2
<b>Autre base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 165
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	AFET/8/08615

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE616.851</a>	29/01/2018	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A8-0110/2018</a>	26/03/2018	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T8-0108/2018</a>	18/04/2018	<a href="#">Résumé</a>
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document annexé à la procédure		<a href="#">09776/2016</a>	05/07/2016	
Document de base législatif		<a href="#">15467/2016</a>	06/01/2017	<a href="#">Résumé</a>
<b>Autres Institutions et organes</b>				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
ECHR	Document préparatoire	<a href="#">JOIN(2016)0051</a>	28/11/2016	<a href="#">Résumé</a>

Acte final

## Accord-cadre UE/Australie

2016/0367(NLE) - 06/01/2017 - Document de base législatif

OBJECTIF: approuver la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

ACTE PROPOSÉ: Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN: le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE: l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres et l'Australie a été signé et certaines de ses dispositions s'appliquent à titre provisoire dans l'attente de son entrée en vigueur.

L'accord doit maintenant être approuvé.

CONTENU: le projet de décision du Conseil vise l'approbation, au nom de l'Union, de l'accord-cadre **entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie**, d'autre part.

L'accord vise à **renforcer la coopération** dans un large éventail de domaines, parmi lesquels:

- les droits de l'homme,
- la non-prolifération des armes de destruction massive,
- la lutte contre le terrorisme,
- la coopération en matière économique et commerciale,
- la santé,
- l'environnement,
- le changement climatique,
- l'énergie,
- l'éducation,
- la culture,
- l'emploi,
- la gestion des catastrophes,
- la pêche et les affaires maritimes,
- les transports,
- la coopération juridique et la lutte contre le blanchiment de capitaux,
- le financement du terrorisme, la criminalité organisée et la corruption.

*Pour plus de détails sur le contenu de l'accord, se reporter au résumé de la proposition législative initiale de la Commission daté du 28.11.2016.*

## Accord-cadre UE/Australie

2016/0367(NLE) - 28/11/2016 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure un accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

ACTE PROPOSÉ : décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le 10 octobre 2011, le Conseil a adopté une décision autorisant la Commission européenne et la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité à négocier un accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

Les négociations ont débuté en décembre 2011 et se sont conclues par le paraphe de l'accord le 5 mars 2015. Dans l'attente de son entrée en vigueur et conformément à son article 61, certaines de ses parties, dont l'UE et l'Australie sont convenues conjointement, sont appliquées à titre provisoire.

L'accord devrait contribuer de manière significative à améliorer le partenariat entre l'UE et l'Australie, qui repose sur des valeurs et des principes communs tels que le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'état de droit, ainsi que de la paix et la sécurité internationales. Il est basé sur le respect des principes énoncés dans la charte des Nations unies qui constituent le fondement de la coopération entre les Parties.

**Remarque juridique** : l'accord poursuit des objectifs et a des composantes dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité commune, de la politique commerciale commune et de la coopération au développement, ces **aspects ayant un caractère indissociable**.

L'article 218, par. 6, point a) iii), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que, lorsqu'un accord crée un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, le Conseil doit adopter la décision de conclusion de l'accord après **approbation du Parlement européen**. De plus, l'article 218, par. 8, al. 2, du TFUE dispose que le Conseil doit statuer à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union.

La politique étrangère et de sécurité commune est un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union. De même, l'accord crée un cadre institutionnel en organisant des procédures de coopération entre l'UE et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

En conséquence, la base juridique requise pour la décision proposée devrait être l'article 37 du traité sur l'Union européenne (TUE), l'article 207 du TFUE et l'article 212, par. 1, du TFUE, lu en liaison avec l'article 218, par. 6, point a), et l'article 218.

CONTENU : la Commission et la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité proposent conjointement que le Conseil adopte une décision approuvant, au nom de l'Union européenne, un accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

Le texte du projet d'accord est joint à la proposition de décision.

Il a pour objet «d'établir un partenariat renforcé entre les parties; de fournir un cadre destiné à faciliter et à encourager la coopération dans un large éventail de domaines d'intérêt commun; et renforcer la coopération en vue d'apporter des solutions aux enjeux régionaux et mondiaux».

Il repose sur 3 piliers:

– **une coopération politique sur les questions de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt commun**, notamment sur les armes de destruction massive (ADM), les armes légères et de petit calibre (ALPC), la lutte contre le terrorisme, la promotion de la paix et de la sécurité internationales et la coopération au sein des instances multilatérales.

L'accord comporte des clauses contraignantes de nature politique, fondées sur les valeurs partagées par les deux parties. Ces clauses sont conformes aux clauses types figurant dans des accords similaires signés par l'UE;

– **une coopération sur les questions économiques et commerciales**, notamment un dialogue sur la politique économique et la promotion du commerce et des investissements, et sur des questions sectorielles, telles que :

- l'agriculture,
- les obstacles techniques au commerce,
- les questions sanitaires et phytosanitaires, les marchés publics et
- la propriété intellectuelle;

– **une coopération sectorielle**, notamment dans les domaines

- de l'environnement,
- du changement climatique,
- des migrations et du droit d'asile,
- du tourisme,
- de la recherche et de l'innovation,
- de l'éducation et de la culture,
- de la protection consulaire,
- de la protection des données à caractère personnel, de la lutte contre la criminalité organisée et la cybercriminalité et
- de la coopération judiciaire.

- **Cadre institutionnel** : l'accord établit enfin un cadre institutionnel qui comprend un comité mixte dont la mission consiste à suivre l'évolution des relations bilatérales entre les Parties.

**Mécanisme de suspension** : l'accord prévoit un mécanisme de suspension. En cas de violation particulièrement grave et substantielle d'éléments essentiels de l'accord, celui-ci peut être suspendu ou dénoncé, et d'autres mesures appropriées touchant d'autres accords peuvent être prises conformément aux droits et obligations des parties découlant desdits accords.

Une fois en vigueur, l'accord instaurera un cadre global cohérent et juridiquement contraignant dans lequel s'inscriront les relations entre l'UE et l'Australie.

## Accord-cadre UE/Australie

2016/0367(NLE) - 18/04/2018 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 482 voix pour, 59 contre et 33 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres d'une part, et l'Australie d'autre part.

Le Parlement a **donné son approbation** à la conclusion de l'accord.

## Accord-cadre UE/Australie

2016/0367(NLE) - 26/03/2018 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté le rapport de Francisco José MILLÁN MON (PPE, ES) sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres d'une part, et l'Australie d'autre part.

La commission parlementaire a recommandé que le Parlement européen **donne son approbation** à la conclusion de l'accord.

Pour rappel, l'accord a pour objet: i) d'établir un partenariat renforcé entre les parties, ii) de fournir un cadre destiné à faciliter et à encourager la coopération dans un large éventail de domaines d'intérêt commun et iii) de renforcer la coopération en vue d'apporter des solutions aux enjeux régionaux et mondiaux.

Il repose sur **3 piliers**:

- une coopération politique sur les questions de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt commun;
- une coopération sur les questions économiques et commerciales, notamment un dialogue sur la politique économique et la promotion du commerce et des investissements;
- une coopération sectorielle dans des domaines tels que l'environnement, le changement climatique, les migrations et le droit d'asile, la recherche et l'innovation.

## Accord-cadre UE/Australie

2016/0367(NLE) - 28/11/2016 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure un accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

ACTE PROPOSÉ : décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le 10 octobre 2011, le Conseil a adopté une décision autorisant la Commission européenne et la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité à négocier un accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

Les négociations ont débuté en décembre 2011 et se sont conclues par le paraphe de l'accord le 5 mars 2015. Dans l'attente de son entrée en vigueur et conformément à son article 61, certaines de ses parties, dont l'UE et l'Australie sont convenues conjointement, sont appliquées à titre provisoire.

L'accord devrait contribuer de manière significative à améliorer le partenariat entre l'UE et l'Australie, qui repose sur des valeurs et des principes communs tels que le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'état de droit, ainsi que de la paix et la sécurité internationales. Il est basé sur le respect des principes énoncés dans la charte des Nations unies qui constituent le fondement de la coopération entre les Parties.

**Remarque juridique** : l'accord poursuit des objectifs et a des composantes dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité commune, de la politique commerciale commune et de la coopération au développement, ces **aspects ayant un caractère indissociable**.

L'article 218, par. 6, point a) iii), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que, lorsqu'un accord crée un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, le Conseil doit adopter la décision de conclusion de l'accord après **approbation du Parlement européen**. De plus, l'article 218, par. 8, al. 2, du TFUE dispose que le Conseil doit statuer à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union.

La politique étrangère et de sécurité commune est un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union. De même, l'accord crée un cadre institutionnel en organisant des procédures de coopération entre l'UE et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

En conséquence, la base juridique requise pour la décision proposée devrait être l'article 37 du traité sur l'Union européenne (TUE), l'article 207 du TFUE et l'article 212, par. 1, du TFUE, lu en liaison avec l'article 218, par. 6, point a), et l'article 218.

CONTENU : la Commission et la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité proposent conjointement que le Conseil adopte une décision approuvant, au nom de l'Union européenne, un accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part.

Le texte du projet d'accord est joint à la proposition de décision.

Il a pour objet « d'établir un partenariat renforcé entre les parties; de fournir un cadre destiné à faciliter et à encourager la coopération dans un large éventail de domaines d'intérêt commun; et renforcer la coopération en vue d'apporter des solutions aux enjeux régionaux et mondiaux ».

Il repose sur 3 piliers:

– **une coopération politique sur les questions de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt commun**, notamment sur les armes de destruction massive (ADM), les armes légères et de petit calibre (ALPC), la lutte contre le terrorisme, la promotion de la paix et de la sécurité internationales et la coopération au sein des instances multilatérales.

L'accord comporte des clauses contraignantes de nature politique, fondées sur les valeurs partagées par les deux parties. Ces clauses sont conformes aux clauses types figurant dans des accords similaires signés par l'UE;

– **une coopération sur les questions économiques et commerciales**, notamment un dialogue sur la politique économique et la promotion du commerce et des investissements, et sur des questions sectorielles, telles que :

- l'agriculture,
- les obstacles techniques au commerce,
- les questions sanitaires et phytosanitaires, les marchés publics et
- la propriété intellectuelle;

– **une coopération sectorielle**, notamment dans les domaines

- de l'environnement,
- du changement climatique,
- des migrations et du droit d'asile,
- du tourisme,
- de la recherche et de l'innovation,
- de l'éducation et de la culture,
- de la protection consulaire,

- de la protection des données à caractère personnel, de la lutte contre la criminalité organisée et la cybercriminalité et
- de la coopération judiciaire.

- **Cadre institutionnel** : l'accord établit enfin un cadre institutionnel qui comprend un comité mixte dont la mission consiste à suivre l'évolution des relations bilatérales entre les Parties.

**Mécanisme de suspension** : l'accord prévoit un mécanisme de suspension. En cas de violation particulièrement grave et substantielle d'éléments essentiels de l'accord, celui-ci peut être suspendu ou dénoncé, et d'autres mesures appropriées touchant d'autres accords peuvent être prises conformément aux droits et obligations des parties découlant desdits accords.

Une fois en vigueur, l'accord instaurera un cadre global cohérent et juridiquement contraignant dans lequel s'inscriront les relations entre l'UE et l'Australie.